

Denis Rolland, Marcelo Ridenti, Elide Rugai Bastos
coord.

L'INTELLECTUEL, L'ETAT ET LA NATION

Brésil-Amérique latine-Europe

Avec

Ricardo Benzaquen de Araújo
Elide Rugai Bastos
Adriana Coelho Florent
Wilma Peres Costa
Sylvie Debs
Claudia Drucker
Idelette Muzart Fonseca dos Santos
Celso Frederico
Devrig Mollès
Didier Musiedlak
Walquiria Domingues Leão Rego
Daniel Aarão Reis
Marcelo Ridenti
Denis Rolland

SOMMAIRE

Introduction	7
PREMIERE PARTIE	
VECTEURS DE CULTURE ET EVEIL A LA MODERNITE	19
1. Les voyageurs cultivés européens, l'Etat et l'écriture de la nation au Brésil	21
2. Intellectuels et organisation nationale : le creuset maçonnique euro-argentin	41
3. À la recherche de modernités alternatives : l'aventure politique des intellectocrates russes du milieu du XIX ^e siècle.....	75
DEUXIEME PARTIE	
« ETATS NOUVEAUX » ET COMPROMIS	91
4. Ecrivain, communiste et fonctionnaire d'un Etat autoritaire : Graciliano Ramos ou l'ambiguïté de « laver son linge sale en famille »	93
5. « Intégrer culture et politique » pour réaliser « l'homme total » : Paulo Augusto Figueiredo et la pensée autoritaire au Brésil.....	103
6. Éthique, esthétique et politique dans l'œuvre de Lúcio Costa : la ligne droite et la séduction de l' <i>Estado Novo</i>	117
7. Intellectuels et Etat : l'exemple de l'Italie fasciste. Réflexions problématiques. L'exemple d'Alfredo Rocco	131
8. L'historien, l'Etat et la fabrique des intellectuels : cas limites.....	145
9. Nelson Rodrigues, la politique et l'Etat	171
TROISIEME PARTIE	
CONTESTATIONS : AUTOUR DES ANNEES 60	197
10. Intellectuel, Etat et ordre démocratique : Florestan Fernandes et l'autonomie nécessaire.....	199
11. Ariano Suassuna : un intellectuel au service de la culture brésilienne ...	215
12. Intellectuels et cinéma « national » : les enjeux de la critique cinématographique, Brésil 1953-1973	231
13. Communauté humaine, Etat et autogestion : l'itinéraire de Lucien Goldmann.....	251
14. Artistes et politique : Brésil, années 1960.....	261
Table des matières détaillée	287

INTRODUCTION

Denis Rolland

*IUF-IEP Strasbourg-URS
Centre d'histoire de Sciences Po*

Quelles relations les intellectuels entretiennent-ils avec l'Etat et existe-t-il des modalités différentes de ces relations entre les deux rives de l'Atlantique ? Quel est le poids réel du contexte politique, autoritaire ou démocratique, sur les modalités de cette relation ? Comment caractériser les intellectuels travaillant pour l'Etat ou instrumentalisés par lui ? Existe-t-il des « Intellectuels d'Etat » ?

Telles furent certaines des interrogations initiales de cette étude collective issue d'un groupe de recherche franco-brésilien : historiens, sociologues, littéraires et politologues ont travaillé ensemble pour croiser quatre années durant leurs connaissances et représentations, d'abord sur « Intellectuels et politiques » (L'Harmattan, 2003) puis, cette fois, sur « Intellectuel, Etat et nation ».

Les intellectuels étudiés ici sont des intellectuels qui, bien qu'à des degrés divers, ont peu pesé directement sur l'événement. Ils sont rarement des *decision-makers*¹, des « figures de proue » qui auraient « dicté le destin de l'homme [...] aux carrefours de l'histoire »², ces surdoués d'une époque « qui obligent à considérer l'histoire en termes providentialistes »³ ; pas non plus ces « idéals types » d'une époque que furent, pour l'historien Lucien Febvre,

1. Donald Cameron Watt, *Succeeding John Bull, America in Britain's place, 1900-1975*, Cambridge University Press, 1984.

2. René Grousset, *Figures de proue*, Paris, Plon, 1949 ; titre repris par Gilbert Etienne, « Figures de proue - le long et le court », *L'Historien et les relations internationales*, Genève, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, p. 33.

3. Philippe Levillain, « Les protagonistes: de la biographie », in René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1989, p. 141.

Luther ou Rabelais. Ils ne sont pas tous, non plus, de ces hommes ou de ces femmes privilégiés par les études littéraires¹ : beaucoup n'ont pas laissé de ces récits où l'aventure individuelle se raconte sur fond de représentations collectives.

Ce terme d'intellectuel est acclimaté en France dans son acception actuelle au début des années 1890 ; soit à la fin du siècle avec lequel nous ouvrons pour l'essentiel cette étude. Il s'impose en 1898 avec l'Affaire Dreyfus, sous la plume dreyfusarde de Clemenceau et, surtout, sous celle d'un écrivain admiré par la jeune génération, l'antidreyfusard Maurice Barrès : il lance la formule dans le très lu *Journal*, avant d'en être dessaisi par ceux-là mêmes qu'il vouait ainsi aux gémonies, qui l'accepteront, le valoriseront selon un schéma sémantique mélioratif que de nombreux autres mots ont déjà suivi (gothique, impressionnisme...).

Souvent moins visibles qu'Emile Zola ou ses contradicteurs d'alors, les individus ou groupes étudiés ci-dessous ne paraissent pas contredire la définition consacrée qu'en donnaient dès 1986 Pascal Ory et Jean-François Sirinelli dans une synthèse fondatrice : « Un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologies » ; un statut « transcédé par une volonté individuelle » et « tourné vers un usage collectif »².

Pourquoi aborder cette thématique des relations entre intellectuels et Etat dans l'espace géographique qui est celui de cet ouvrage, « Brésil, Amérique latine, Europe » ?

- D'abord, *en matière d'élites*, il ne fait aucun doute qu'il s'agit pour l'essentiel du même espace « de civilisation » occidentale : un « Occident » et un « Extrême Occident », pour reprendre une terminologie très adaptée aux élites rendue célèbre par Alain Rouquié.

- Ensuite, au moins pour les espaces américains profondément investis par la culture importée d'Europe via les colonisateurs, leurs descendants et les migrants, le *tempo* historique demeure au XIX^e siècle largement le même des deux côtés de l'Atlantique. Et cela, contrairement à l'idée de rupture politique et sociale que

1. Tout au moins pour le XX^e siècle.

2. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 10.

certains catéchismes des nouveaux Etats-nations ont cru bon d'accréditer, au XIX^e comme longtemps au XX^e siècle, afin de créer la nation.

- Enfin, parce que la comparaison des deux rives océanes permet de réfléchir au maintien de certaines analogies, concordances ou à l'apparition de discordances chronologiques au XX^e siècle et au-delà.

On peut alors comprendre l'organisation en trois temps de cet ouvrage. Il met en avant trois contextes politiques spécifiques :

- l'ère des apparentes conjonctures communes, celle de la modernité et de la formation au XIX^e siècle tant des Etats-Nations que des intellectuels ;

- puis l'ère, non sans carrefours transatlantiques, des tentations antidémocratiques ou totalitaires de la première moitié du XX^e siècle, ici principalement les prétendus Etats neufs, *Estados Novos* varguiste au Brésil et salazariste au Portugal, *Stato nuovo* mussolinien, « Etat français » de Vichy ;

- enfin, dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'ère des dissociations politiques plus visibles entre Europe et Amérique latine, celle des gouvernements militaires, au Brésil comme dans de nombreux autres pays d'Amérique latine.

Premier temps donc, celui de la modernité. Les intellectuels « modernisateurs » occultent alors une part notable de l'intellect national, moins liée à l'axiome commun d'un progrès aux déclinaisons variables : la mémoire dominante mais aussi souvent l'histoire survalorisent et transcendent volontiers les avant-gardes et les plus « modernes » des intellectuels.

En ce siècle de naissance et d'affirmation des nouveaux Etats américains, sortis du giron colonial mais créés par des élites directement issues de (et formées par) les mères patries ibériques, le voyageur européen conserve un rôle déterminant, notamment dans l'attribution de la qualité de « nation » ou de « non-nation » aux nouvelles entités politiques de l'immense périphérie sud-américaine. En ces temps où le nationalisme est principalement politique et éventuellement économique, la représentation des voyageurs cultivés européens participe de la construction des images que les élites se font d'elles-mêmes. La définition du territoire, la construction de l'identité politique et l'écriture de

l'histoire nationale entretiennent ainsi une étroite relation avec les récits de voyage européens. Au-delà de l'établissement des trajectoires intellectuelles et des réseaux de production et de réception des écrits de voyageurs, l'étude produite par **Wilma Peres Costa** des voyageurs et de leurs productions écrites contribue ainsi à la compréhension de mécanismes essentiels d'élaboration de l'imaginaire brésilien et de son historiographie, de sa littérature et des modalités de son écriture. C'est pourquoi cet « intellectuel » brésilien avant la lettre de la première moitié du XIX^e siècle, si solidaire (plus que dépendant) des représentations de l'Ancien Monde, est moins un « forgeron d'identité » autonome qu'un « défenseur de souveraineté » sur un modèle importé.

En Amérique latine, le Río de la Plata, destination tempérée et privilégiée de l'émigration européenne, constitue l'un des principaux pôles de diffusion de cette « modernité de rupture », fondée notamment sur « l'idéologie du progrès »¹. Du creuset migratoire émergent et se diffusent progressivement de nouvelles formations socioculturelles (institutions et groupes sociaux) dont certaines sont constitutives d'une « opinion publique internationale » : la franc-maçonnerie est l'une de ses premières manifestations institutionnelles. Avec sa méthodologie associative issue du Siècle des Lumières et une relative flexibilité et transversalité idéologiques et sociologiques, elle fonctionne comme l'un des laboratoires de synthèse entre tradition et modernité. Pour étudier cette dernière transition et ses vecteurs culturels, il faut en exhumer les pôles et les réseaux. C'est ce que propose ici **Devrig Mollès**, en interrogeant deux limites sémantiques complexes : entre individus de culture, intéressés par la vie de la cité, et intellectuels ; entre le processus de modernisation des relations entre l'homme et l'administration politique et l'image traditionnelle de la maçonnerie, lieu d'influence ou d'ingérence dans le politique.

Dans une autre « périphérie » européenne, **Daniel Aarão Reis** étudie ces relations entre intellectuels et pouvoir. Il examine l'action politique d'intellectuels russes au sein de l'appareil d'Etat impérial : ceux qui jouèrent un rôle décisif dans l'élaboration et la mise en œuvre, au milieu du XIX^e siècle (1860-1880), d'un

1. Cf. Georges Lomné, Frédéric Martinez, Denis Rolland et Annick Lempérière (coords), *L'Amérique latine et les modèles européens, XIXe-XXe siècles*. Paris : Maison des Pays Ibériques - L'Harmattan, 1998.

ensemble de réformes modernisatrices dans l'empire des Romanov ; et, principalement, celle qui conduisit à l'abolition du servage, en février 1861. On se souviendra ici que, miné aussi (mais selon des modalités différentes) par cette question de la modernisation nécessaire, le Brésil impérial et libéral n'abolit l'esclavage qu'en 1888, et qu'il chute dès l'année suivante ; une chute rapide et presque en silence, excepté quelques rumeurs de Marseillaise dans certaines grandes villes, si on la compare aux grandes révolutions européennes, alors que l'autoritaire empire tsariste ne connaît un premier soubresaut violent qu'en 1905, avant de sombrer brusquement dans la conjoncture de la Première Guerre mondiale.

La deuxième partie de cet ouvrage est centrée sur le lien (et sa mémoire) entre les intellectuels et les dictatures des années 1920-1940. Habillées d'habits prétendument « neufs », elles se présentent comme des modernités alternatives nécessaires (sauf en France où la tradition prime et, dans une mesure différente, au Portugal où l'« Etat neuf » se pare de nombreux atours traditionnels). Durant cette période, la participation aux structures d'Etat se mue, dans le jugement postérieur, non seulement mémoriel mais parfois historien, en instrumentalisation, inféodation ou collaboration ; là où le silence ou la distance se transforme volontiers aussi bien en collaboration passive qu'en résistance.

Un premier article interroge la responsabilité de l'intellectuel acceptant d'être fonctionnaire d'Etat lorsque le pouvoir s'est affranchi de la légitimation par le suffrage national et qu'il a mis en place des structures déterminantes en matière de restrictions des libertés. L'intellectuel Graciliano Ramos (1892-1953) occupe de nombreux postes en tant que fonctionnaire d'Etat. Communiste discipliné mais non monolithique, il connaît la prison. Il collabore toutefois ensuite à la revue *Cultura Política*, un organe intelligent de propagande et de réflexion de l'*Estado Novo*, puis obtient un poste d'inspecteur général de l'enseignement secondaire. A travers ce cas non exceptionnel, surtout dans l'entourage du ministre de l'Education Gustavo Capanema, d'un intellectuel communiste brésilien serviteur de l'Etat, le problème classique de l'instrumentalisation de l'intelligence par une dictature (et vice-

versa) ouvre sur la très complexe représentation historique de la compromission. Or, d'une part, cette représentation ne tient souvent pas assez compte de la nature singulière de la dictature varguiste : on le sait, il ne faut pas assimiler trop hâtivement les dictatures des deux côtés de l'Atlantique. Elle fusionne, d'autre part, avec l'expérience des années de gouvernements militaires après 1964 : elle est donc à l'origine d'une comparaison très réductrice de situations différentes. **Adriana Coelho Florent** considère en ce cas que « le travail de création artistique ne fut en aucune façon soumis aux intérêts du pouvoir » : certains des livres de Graciliano Ramos, très engagés, furent de fait conçus pendant cette période, l'*Estado Novo*, Graciliano Ramos tirant quelques maigres profits de ces liens de clientèle volontiers et un peu rapidement stigmatisés par l'historiographie « traditionnelle » des intellectuels. L'historien, dont la fonction essentielle n'est pas de juger (même si l'illusion du discours neutre a heureusement vécu), n'a néanmoins pas à trancher entre un parcours et une œuvre (*Vidas Secas* notamment) parfois durablement subversive dans sa vision âpre et violente du « pays de la cordialité ».

Avec Paulo Augusto Figueiredo, il ne s'agit plus de discuter sur la question de l'éventuelle compromission puisque l'auteur inspire l'action du pouvoir. Les idées de cet auteur d'études sur l'État au Brésil, largement oublié même des historiens¹, ont pourtant été reprises au plus haut niveau du pouvoir, en particulier sa critique du libéralisme. A la fin des années 1930 et au début des années 1940, il a pensé les tâches de l'*Estado Novo* et écrit sur la mission des gouvernants et le rôle des intellectuels dans la « régénération » de la société. Avec une double affirmation qui nous intéresse ici pleinement : d'une part, les intellectuels n'auraient pas, à tort, assumé leur rôle d'éducateurs ; d'autre part, faire de la politique dans un pays comme le Brésil serait un travail où les plus cultivés doivent agir sur les moins cultivés ; dans cette conception restrictive, faire de la politique, pour les intellectuels, signifie alors pour l'essentiel *éduquer le peuple*. A travers ses articles publiés (à nouveau !) dans la revue *Cultura Política*, **Elide Rugai Bastos** montre comment cet auteur et acteur politique a justifié et souvent

1. Même le remarquable *Dicionário Histórico-Biográfico Brasileiro*, Rio de Janeiro, FGV, 2e éd., 2001, ne lui consacre pas une ligne.

inspiré nombre de réformes promues par l'« État neuf » entre 1937 et 1945.

Participation des intellectuels aux réformes, mais aussi à l'édification de l'opinion par l'inscription dans l'espace public du modernisme dont se réclame l'*Estado Novo* : ainsi, l'architecte brésilien Lúcio Costa (1902-1998) est notamment le constructeur précurseur de l'ultra moderne bâtiment du ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) de Rio de Janeiro (1936-1943)¹ (avant d'être l'exceptionnel concepteur du plan d'urbanisme de la nouvelle capitale, Brasília²). **Ricardo Benzaquen de Araújo** analyse ses écrits des années 1930-1950. Sa réflexion, remarquable, peut être comparée à celle d'auteurs aussi connus que Gilberto Freyre ou Sérgio Buarque de Holanda. Mais elle pose nombre de problèmes, notamment dans son contexte de gestation. Pour Lúcio Costa, l'État doit intervenir dans les rapports sociaux, faire face à la question sociale : il doit donc être porteur d'une forme de "promesse de bonheur". Ethique et politique se conjuguent dans la pensée de Lúcio Costa et l'éloignent définitivement de l'idéal de « cordialité », de celui déjà avancé par Mário de Andrade et désigné par Sérgio Buarque de Holanda³ comme l'un des plus forts éléments de la culture brésilienne. Comme d'autres intellectuels des années 1930-1940, il est déçu par une forme d'autoritarisme, décentralisé, de la "Vieille République", masqué sous les vêtements d'une démocratie libérale très élitaire : les oligarchies régionales auraient alterné au pouvoir sans autre préoccupation de l'intérêt public qu'électorale. Malgré l'autoritarisme indiscutable du régime, l'architecte perçoit comme d'autres intellectuels dans l'expérience de l'*Estado Novo* une occasion d'essayer de réorganiser le pays et de dépasser, à travers la centralisation politique et l'introduction obligatoire des droits sociaux, les plus persistants déséquilibres et injustices.

Les intellectuels, petits et grands, auraient ainsi contribué à faire fonctionner le système politico-culturel mis en place par le régime. A travers une nouvelle comparaison européenne, celle de l'Italie fasciste, **Didier Musiedlak** interroge la notion d'« intellectuels

1. Conçu sur un dessin du Corbusier et réalisé par Costa en compagnie d'autres architectes, Carlos Leão, Emani Vasconcellos, Affonso Eduardo Reidy et Oscar Niemeyer.

2. Lauréat du concours en 1957 .

3. Sérgio Buarque de Holanda, *Racines du Brésil*, Paris, Gallimard, 1998.

d'Etat » : celle-ci implique selon lui l'existence d'une structure que le régime aurait mise en place ; et si l'hypothèse de l'existence d'une telle machine a longtemps été contestée, elle a été confirmée depuis plus de vingt ans par les recherches. Le fascisme ne s'est pas contenté d'embrigader les intellectuels : il les a séduits, obtenant leur consentement pour mener à bien son œuvre de régénération culturelle et morale dans le cadre de la formation de l'Etat totalitaire. Au sein de la « tribu des intellectuels », il y aurait eu des intellectuels présentant un double profil, militant et bureaucrate. L'étude montre l'évolution de l'historiographie italienne, puis illustre cette trajectoire à travers l'exemple d'un intellectuel devenu un grand commis de l'Etat, Alfredo Rocco. Un tel changement de perspective a été le fruit d'un long et douloureux examen de conscience ; un long voyage à travers le fascisme qui a « laissé des cicatrices indélébiles ». Malgré une longue occultation liée aux vicissitudes de l'historiographie italienne, l'auteur constate que « la notion d'intellectuels d'Etat est opératoire pour désigner le comportement de la majorité des intellectuels italiens durant le fascisme, lesquels ne se sont donc pas contentés de subir une culture autoritaire venant du sommet : nombre d'entre eux contribuèrent non seulement à la propager mais aussi à l'élaborer dans la perspective de la construction de l'Etat totalitaire ».

Le coordinateur de l'ouvrage interroge, entre France et Amérique latine, ce qui, dans les représentations, fait les intellectuels et en particulier le lien à l'Etat : les structures de ce dernier sont-elles capables de faire ou de défaire l'intellectuel aux yeux des contemporains ? A l'inverse, un intellectuel trop lié au pouvoir, surtout autoritaire, peut-il ou a-t-il pu être ultérieurement « déclassé », sorti de cette catégorie socio-culturelle par un jugement rétrospectif ? Pour les années 1930 et le début des années 1940, **Denis Rolland** examine les notions de médiateurs et d'« instrumentalisateurs » d'intellectuels en régime autoritaire ; puis il propose une pesée du poids de la conjoncture politique et du type de régime dans la fabrication différentielle d'intellectuels « d'Etat ».

Revenant au seul cas du Brésil et à partir de l'examen critique de la bibliographie (notamment *Théâtre et pouvoir dans l'Estado Novo* de Victor Hugo Adler Pereira), **Claudia Drucker** examine attentivement le parcours d'un des dramaturges les plus brillants et

complexes du XX^e siècle brésilien, Nelson Rodrigues (1912-1980). Elle interroge le lien entre un intellectuel, qui s'est toujours voulu hors du champ politique, et le pouvoir qui l'a apprécié, contribuant à lui donner une existence notable dans l'espace public. Nous sommes là à nouveau au cœur d'une problématique que certains ont cru pouvoir simplement désigner sous le terme (ni faux, ni exact mais profondément réducteur) de compromission. Nelson Rodrigues est, à première vue, le contraire d'un intellectuel engagé : alors que, dès ses débuts, un sentiment de mission civilisatrice a animé et caractérisé la littérature brésilienne et qu'elle s'est, de tous temps, compromise socialement, Nelson Rodrigues est l'un des rares Brésiliens à avoir défendu à voix haute le droit d'ignorer certains thèmes civiques ou sociaux. Ce choix d'un art non engagé politiquement, d'un théâtre radicalement apolitique, ne l'empêche pas de tomber sans cesse sous les fourches caudines d'une censure très « morale » ; et cela, plus encore en temps de démocratie institutionnelle qu'en temps de pouvoir autoritaire et de levée des garanties constitutionnelles, ce qui pose évidemment problème... Dans les années 1960 néanmoins, sans pour autant renoncer à la suspicion qu'il nourrit envers la politique, admiré de beaucoup, y compris des militaires, il endosse cependant les vêtements d'un polémiste véhément, notamment anticommuniste. Comment cela peut-il s'expliquer ? Quel est, là encore, le poids de la conjoncture brésilienne ou internationale et le poids des représentations nationales dominantes ?

Une troisième partie aborde ensuite et de manière spécifique les années des gouvernements militaires.

Avec tout d'abord un des universitaires et militants politiques de renom les plus engagés dans la lutte contre les inégalités, cassé par la dictature après la publication de l'Acte Institutionnel n°5 (AI5) et contraint à l'exil en 1969. Florestan Fernandes (1920-1995) fut ainsi décrit par son ami Antonio Candido : « Le Florestan des années 40 est celui de la construction du savoir... Le Florestan des années 50 est celui qui commence à se passionner pour l'explication du savoir du monde, parce qu'ayant déjà les instruments en main, il se consacre à les appliquer pour comprendre les problèmes du monde. Le troisième moment est celui du Florestan qui, ayant appliqué le savoir à la compréhension du

monde, le transforme en une arme de combat » dans les années 60. C'est à ce moment que ce professeur de l'USP, ce fondateur de la sociologie critique au Brésil, cet ardent défenseur de l'école publique passe d'une pensée réformatrice à une pensée révolutionnaire. C'est sur cette articulation que **Walquiria Domingues Leão Rego** fixe son regard, à partir d'un double questionnement. L'intellectuel peut-il alors demeurer un simple observateur ou un créateur de biens intellectuels se propageant d'eux-mêmes grâce au raisonnement averti des hommes ? L'intellectuel doit-il au contraire accepter son « rôle », s'immerger dans le reste de la société et promouvoir là un nouveau modèle de civilisation ?

L'engagement d'intellectuels contre un certain « colonialisme culturel » dont l'Etat national, en particulier lors des gouvernements militaires, a pu prendre le relais est l'objet des deux contributions suivantes, sur Ariano Suassuna et sur la critique cinématographique, avec au cœur Paulo Emílio Salles Gomes.

Ariano Suassuna (1927-) n'est pas seulement un homme de théâtre et un écrivain, un professeur et un intellectuel vivant dans l'unique souci de son œuvre. Il a jusqu'à aujourd'hui toujours manifesté une préoccupation constante envers le destin de la culture brésilienne ; une vocation et un engagement en faveur, d'abord, de la culture populaire. Mais Ariano Suassuna est convaincu que le travail des écrivains relève d'une mission transcendant le domaine littéraire pour atteindre le politique. C'est celui qu'on a pu surnommer le « Quichotte brésilien », celui qui n'abdique jamais « sa décision de combattre les moulins à vent du colonialisme culturel »¹ qu'**Idelette Muzart Fonseca dos Santos** a choisi d'étudier ici, une voie peu fréquentée par les critiques littéraires, privilégiant souvent encore la complexité de l'œuvre au parcours de l'intellectuel.

En 1953, Alberto Cavalcanti avait de même dénoncé cette situation « coloniale » de la culture nationale dans son panorama du cinéma brésilien *Film et réalité*². Pendant les années des gouvernements militaires une partie de la critique cinématographique s'est-elle engagée politiquement ? **Sylvie Debs**

1. Carlos Newton Jr, *Vida de Quaderna e Simão*, Recife, Ed. Univ. da UFPE/Artelivro, 2003, p. 210.

2. Alberto Cavalcanti, *Filme e realidade*, Rio de Janeiro, Livraria-Editora da Casa do Estudante do Brasil, 1953.

tente notamment de répondre à cette question. Dans un texte célèbre pour avoir contribué à la prise de conscience des intellectuels et des cinéastes, le critique Paulo Emílio Salles Gomes (1916-1977), lors de la première convention nationale de la critique de cinéma en 1960, avait dénoncé cette "*situation coloniale*" d'un cinéma portant « le stigmate cruel du sous-développement ». Plus tard, alors que le pays a assisté entre-temps à l'explosion du *cinema novo* et que les artistes brésiliens ont été bridés par l'Acte Institutionnel n°5, il développe cette analyse en 1973 dans le pamphlet *Cinéma : Trajectoire dans le sous-développement*, aussitôt étouffé par la censure. Il précise qu'« en matière de cinéma, le sous-développement n'est pas une étape, un stade, mais un état : les films des pays développés ne sont jamais passés par cet état... »¹.

C'est ce même regard que porte **Celso Frederico** sur un livre ouvert, l'œuvre de Lucien Goldmann (1913-1970) : sur une évolution intellectuelle permettant de comprendre les déplacements théoriques et l'engagement politique, ici contre le sous-développement, contre l'hégémonie grandissante de la culture états-unienne, contre le symbole politique que représentent les Etats-Unis. Lucien Goldmann, sociologue d'origine roumaine, entré en 1946 au CNRS puis à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, fortement marqué par Marx et Lukács, pense toute réalité dans le cadre du matérialisme dialectique. Son rapport au pouvoir et à la nation est celui d'un marxiste convaincu en terre libérale. En outre, intellectuel étranger, Goldmann se manifeste peu sur des questions politiques au début de sa résidence en France (*Le Dieu caché*, 1959) ; ses incursions en littérature, défendant le « matérialisme historique » et la théorie lukacsienne de conscience de classe, présupposent cependant une prise de position nettement anticapitaliste et, en même temps, une distanciation face au lourd héritage stalinien ayant accompagné la trajectoire du Parti Communiste Français. Dès les années 60, Goldmann commence à s'exprimer sur des questions idéologiques et politiques (*Marxisme et sciences humaines*, 1970), mais il échange alors le « matérialisme historique » contre le « structuralisme-génétiq

1. Paulo Emílio Salles Gomes, *Cinema : trajetória no subdesenvolvimento*, São Paulo, Paz e Terra, 1996, p. 85.

et la théorie de la conscience de classe du prolétariat révolutionnaire contre la thèse pessimiste du triomphe final de la réification. Surpris par le mouvement de Mai 68, cet homme au rayonnement international, qui a marqué profondément une partie des études littéraires brésiliennes, Goldmann doit reformuler ses idées.

Retraversant l'Atlantique, **Marcelo Ridenti** ferme l'ouvrage en prenant en perspective la relation entre artistes et politiques dans les années 1960. D'innombrables intellectuels, en particulier des artistes, s'identifiaient à l'État brésilien et à l'ordre constitué avant le coup d'État militaire de 1964. Mais, après, ils commencèrent à remettre en cause la dictature militaire et constituèrent l'une des principales forces d'opposition. L'interrogation de départ du co-organisateur de cet ouvrage est alors simple : existe-t-il, chez ces intellectuels engagés contre les gouvernements militaires, une « structure de sentiment » de la brésilianité révolutionnaire, forte jusqu'en 1968, forgée en réponse à des changements dans la société et en consonance avec l'idéologie devenue célèbre sous le nom de tiers-mondisme, de libération des États nationaux du colonialisme et de l'impérialisme ? Et que devient ce lien contre l'État militaire lors du retour à la démocratie ?

On le voit, à l'orée de ce livre, cette relation protéiforme entre les intellectuels, l'État et la nation, tout comme l'engagement en politique, caractéristiques d'un long XX^e siècle où les intellectuels jouent un rôle public et politique considérable, suscite nombre de questions auxquelles, au-delà des cas étudiés, la réflexion collective qui suit apporte certains éléments de réponse mais, surtout, quelques prismes originaux d'analyse.

